

CHAPITRE III.

C'ÉTAIT A L'ESPAGNE QUE LA FRANCE DEVAIT LAISSER LE DANGEREUX FARDEAU D'UN ESSAI DE RÉGÉNÉRATION DU MEXIQUE PAR LA MONARCHIE.

La grosse affaire est de trouver un roi, et, l'ayant trouvé, de le faire tenir.

A mesure que nous envisageons cette obscure et délicate entreprise, il est de moins en moins douteux pour nous que le parti le meilleur, le plus commode et le plus avantageux tout ensemble, le plus politique en un mot, était de laisser l'Espagne la tenter seule, à ses risques et périls, au profit de l'un de ses infants.

C'est l'Espagne, si l'on veut bien se le rappeler, qui la première (1) songea à une intervention au Mexi-

(1) « Je ne me laisserai pas, Monsieur, écrivait M. Thouvenel, ministre des affaires étrangères, à M. Barrot, ambassadeur de France à Madrid, de rappeler l'origine et l'objet de la convention de Londres. La France et l'Angleterre n'étaient pas encore décidées à recourir aux mesures coercitives contre un gouvernement qui méconnaissait tous ses devoirs, que l'Espagne, devançant notre accord, s'était déjà préparée à réclamer, les armes à la main, l'exécution toujours refusée du traité signé par M. Mon et par le général Almonte, et la réparation qui lui était due pour l'offense faite à son représentant, M. Pacheco. » (Dépêche du 40 juin 1862.)

que ; les griefs qu'elle alléguait étaient nombreux et sérieux : son ministre, M. Pacheco, brutalement expulsé par Juarez, plus de soixante de ses nationaux presque officiellement assassinés, une créance d'État à État qui, réglée après conférences, montait déjà, non pas, comme la nôtre par exemple, à la somme relativement modique de 150,000, mais au chiffre plus respectable de 8 millions de piastres. Venger dans le passé tout un système d'avanies et d'insultes, l'abolir pour l'avenir, telle était la tâche forcément dévolue à l'Espagne.

La résolution du cabinet de Madrid, qui couvait depuis longtemps, fut bientôt prise; agité dès 1859, son plan de campagne était arrêté au commencement de 1861 : il était décidé qu'on ne se contenterait plus d'une manifestation contre le littoral ; une armée espagnole irait à Mexico, elle appréhenderait au corps et frapperait au cœur un gouvernement sans foi ni loi qui derrière le désert et la fièvre jaune, se croyait insaisissable; elle montrerait de près à d'anciens compatriotes leur vieux drapeau. Alors qu'arriverait-il? au contre-coup d'une expédition qui imposerait par sa vigueur et rassurerait par sa modération, ne se produirait-il pas quelque mouvement assez semblable à celui qui avait tout récemment ramené dans le giron de la métropole la partie orientale de l'île de Saint-Domingue? La situation était à peu près la même :

ici et là, des populations épuisées, lasses d'être le perpétuel enjeu de quelques hommes occupés à se battre et à se culbuter, n'apercevant d'autre terme à des douleurs croissantes que la mort de leur race sous la domination de ces Américains du Nord à qui elles se sentent physiquement inférieures, mais à qui moralement elles s'estiment supérieures. Peut-être verrait-on le Mexique profiter de l'occasion qui lui était offerte, faire un effort pour sortir de sa misère, chercher à mettre d'accord ses traditions et ses conquêtes, à concilier, sous un prince emprunté au sang de ses rois déchus, son indépendance et la liberté, sa nationalité et l'ordre? Ces espérances ou ces illusions fermentaient vaguement au delà des Pyrénées, dans l'attente de l'intervention qui se préparait. C'est un des caractères de l'Espagne, que, dans les plus grands naufrages de sa fortune, ses prétentions les plus hautes demeuraient debout; combien son impérissable et mâle orgueil ne doit-il pas être plus prompt encore à s'éveiller, aujourd'hui qu'elle se relève avec une armée aguerrie, une marine renaissante, des finances prospères! Les circonstances paraissaient favorables pour son entreprise; son crédit se rétablissait au delà des mers, les haines qu'elle avait amassées se dissipaient, les rancunes qu'elle avait inspirées s'adoucissaient : témoin encore cette annexion si spontanée et si honnête de la république

dominicaine! Ce n'était plus, il est vrai, l'Espagne d'autrefois, cette sombre monarchie, toute décrépite d'absolutisme, oubliée et silencieuse dans un coin de l'Europe, considérant avec un air de violence irritée et d'impuissance confuse ses colonies qui s'échappaient; non : au bord de ses rivages, une nation nouvelle était née, purifiée de l'Inquisition par les Cortès, donnant à ses dernières possessions des deux Indes la liberté commerciale comme elle s'était donnée à elle-même la liberté politique, intrépide à Tetuan contre les Maures, courageuse et loyale à Gaète, digne, quoique, résignée, à Rome. Le régime constitutionnel rendait en influence à l'Espagne ce que lui avait fait perdre en territoires le règne du bon plaisir. Ajoutez à cela les facilités qu'elle trouvait à la Havane pour une expédition au Mexique, la proximité d'une station navale, une pépinière de soldats acclimatés (1), un lieu de ravitaillement toujours ouvert et toujours pourvu, une base d'opérations sans égale. Ajoutez encore que les intérêts qu'elle avait en jeu, étaient proportionnés aux sacrifices militaires et pécuniaires auxquels elle s'exposait : en essayant de constituer au Mexique un État pupille qui pourrait être un jour un allié utile, c'était un contre-fort qu'elle se bâtissait pour les débris de son empire co-

(1) On a calculé qu'à la Vera-Cruz vingt de nos soldats étaient atteints du *vomito negro* contre un seul Espagnol.

lonial, pour Cuba, pour Porto-Rico, pour ses trois magnifiques rades de Santo-Domingo, de Porto-Plata, de Samana; et un hasard opportun faisait qu'à ce moment même l'ombrageux contradicteur que des précautions de ce genre eussent rencontré à une autre époque, était occupé ailleurs, les soins de la guerre civile absorbaient les États-Unis.

Nous l'avouons en toute sincérité : jamais, à notre sens, jamais la ligne à suivre ne se dessina pour la France en traits plus simples et plus nets.

La France évidemment ne veut pas conquérir (1), elle ne recherche pas d'agrandissement au Mexique; son ambition se réduit à y voir régner un peu de stabilité et de tranquillité. Il lui suffisait donc, sans contribuer elle-même à l'expédition, d'encourager le cabinet de Madrid, de le pousser en avant, de l'appuyer moralement; trop heureuse qu'à côté d'elle un voisin prît le fardeau, fit la dépense, acceptât la pesante responsabilité d'une œuvre d'utilité commune, dont l'échec retomberait sur lui et dont le succès profiterait à tout le monde! Y avait-il un désastre? il ne nous atteignait pas, nous n'avions rien promis ni rien compromis, notre budget comme

(1) « Quoi qu'il arrive, le Mexique ne sera jamais pour nous ni une conquête ni une colonie... » Dépêche de M. Drouyn de Lhuys, ministre des affaires étrangères, à l'ambassadeur de France à Madrid, en date du 22 décembre 1862.

notre drapeau, notre parole comme notre prestige restaient intacts. La tentative, au contraire, réussissait-elle? l'Espagne arrivait-elle à tirer de ce chaos de barbares et de sauvages une société à figure humaine? tout était pour le mieux, un incontestable service nous était rendu gratuitement, nous gagnions à la manière anglaise une partie où nous n'avions couru aucune aventure; là, devant nous, se dresserait comme par enchantement un gouvernement qui finirait peut-être par payer ses dettes, qui, peut-être aussi, pourrait nous livrer en gage de sa solvabilité quelques mines inexploitées, inspirer confiance à nos nationaux, ouvrir des espaces vastes et sûrs à notre industrie et à notre commerce. La France avait la faculté, pour la satisfaction de sa propre dignité qu'avait offensée Juarez, d'ajouter à ses vœux pour l'Espagne l'éclat d'une démonstration maritime. Mais c'était l'extrême limite marquée à son concours; aller au delà, faire davantage, menaçait d'être onéreux et périlleux. Loin de se simplifier par la quantité des soldats, l'expédition, dont le mérite devait être un heureux mélange de maturité et de soudaineté, se compliquerait par les rivalités de commandement et par les divergences d'appréciation; nous nous infligions des charges et nous ne nous procurions pas un bénéfice de plus. Après tout, si la France voulait agir pour son compte, si elle tenait à laisser une

empreinte d'elle-même sur un point de ce golfe du Mexique où nous sommes déshérités aujourd'hui, elle pouvait se contenter, sans se condamner toujours au rôle platonique de faire la guerre pour des idées et des conquêtes pour autrui. N'aurait-elle pas à son tour, dans ces parages américains, quelque recouvrement direct à opérer, quelque réconciliation à l'amiable de métropole et de peuples affranchis à sceller de son patronage? Plusieurs juges compétents affirment qu'une évolution de notre escadre, précédée de négociations habiles, changerait rapidement en une colonie libre sous le protectorat de la France *la reine des Antilles*, cette île de Saint-Domingue qui nous rapportait par an 150 millions, et qui ne se rapporte à peu près rien à elle-même.

D'autres pensées prévalurent : il fut résolu que l'Espagne n'irait pas seule au Mexique ; qu'à côté d'elle notre armée aurait une place, et naturellement une grande place.

Eh bien ! même cela étant, c'était encore le choix d'un infant pour l'aléatoire monarchie d'outre-mer, qui nous eût semblé, pour la France, la solution préférable !

Grâce à cette combinaison, nous ne prenions de l'expédition que la partie déterminée et claire. Nous entrions à Mexico, mais nous nous dispensions d'y rester ; une fois la capitale tombée en notre pouvoir,

notre mission était achevée, nous nous retirions, laissant de notre passage une trace exemplaire et mémorable. A l'Espagne ensuite revenait l'office de débrouiller la question dynastique, plus épineuse et plus ardue ; à elle, d'entretenir une armée d'occupation, jusqu'à ce que le temps eût permis aux passions de s'amortir, aux intérêts de se grouper, aux habitudes de se contracter, au respect de naître autour de cette frêle royauté, jetée nue sur la terre nue !

La désignation d'un infant avait un autre résultat : c'était de contraindre l'Espagne, lancée dans une carrière où l'attendaient inévitablement la mauvaise humeur de l'Angleterre et les mauvais procédés des États-Unis, à avoir besoin de nous, à se mettre sous notre influence, à graviter fatalement dans l'orbite de notre politique.

Et, disons-le ici avec quelque insistance, nous ne dédaignerions, aujourd'hui moins que jamais, aucune des démarches qui tendraient à rapprocher de nous l'Espagne, à resserrer d'un nouveau nœud une alliance, tradition de nos gouvernements les plus divers, depuis la guerre de la Succession jusqu'à la campagne de 1823, depuis le pacte de famille jusqu'aux mariages sagement assortis de 1846, depuis Trafalgar jusqu'à la Cochinchine. Une rumeur commence à se propager, rumeur d'autant plus à surveiller qu'elle est plus ridicule : au mépris de la dynastie et de la

patrie espagnoles, le Portugal serait appelé à faire l'unité ibérique (1); tout gonflé des noces récentes de son roi avec une des filles du *galant homme*, il a

(1) Il convient de dire que le roi de Portugal, mort si prématurément l'année dernière, désavouait avec indignation ces projets d'unité ibérique, il les trouvait blessants pour son honneur. C'est ce que nous racontait le *Journal des Débats* dans une intéressante notice publiée sur don Pedro V, le 7 décembre 1864, par M. Xavier Raymond : « On croit, disait ce prince à un Français qui est, on peut le supposer, M. Raymond lui-même, que ces visées flattent mon ambition, et que je les favorise. Vous avez parmi vos amis des gens qui le croient, mais ils se trompent. Outre les raisons de convenance, de politique et d'honneur qui doivent me retenir, il y a encore des considérations dont j'ai à tenir compte, moi, si les autres peuvent les oublier. Les extravagants, et même ici il y en a qui caressent ces chimères, ne réfléchissent pas que si jamais la maison de Bragance montait sur le trône de la Péninsule, le Portugal ne serait plus nécessairement qu'une province espagnole, notre nationalité s'absorberait et disparaîtrait. Or, moi, qui suis le premier des Portugais, le premier d'un peuple qui tient une place honorable dans l'histoire de l'espèce humaine, je ne serais qu'un mandataire infidèle si je patronais de pareils projets. Ces gens d'ailleurs sont un grand ennui, ils contraignent beaucoup de choses utiles qui pourraient se faire pour le bien commun des deux peuples : le développement des communications internationales, le rapprochement des intérêts matériels, l'unité des poids et mesures et des monnaies, l'association des douanes, » etc., etc.

Rien de plus noble que ce langage, rien de plus digne d'une intelligence et d'une conscience royales. Espérons que le frère de don Pedro V s'en souviendra et le répétera bientôt au prince qui est devenu son beau-père. Seulement, pourquoi donc le *Journal des Débats*, qui admire ces raisonnements en Portugal, ne les applique-t-il pas au Piémont ? L'un a réussi, l'autre n'a pas essayé encore, c'est l'unique différence que nous puissions saisir, et évidemment elle est sans valeur pour le *Journal des Débats*.

déjà des titres, il a bravement chassé de Lisbonne nos Sœurs de Charité et fermé à ses évêques la route de Rome; encore quelques exploits du même genre, et il comptera autant de victoires comme autant de vertus que le Piémont ! Si les idéologues que tourmentent parmi nous ces manies de spoliation, avaient lu l'histoire, ils sauraient que l'unité ibérique n'en est pas à son début; qu'elle a été exécutée par l'un des adversaires les plus acharnés de notre grandeur, par Philippe II; que changeant toute la Péninsule en un seul peuple à la discrétion d'un seul homme, elle a placé bientôt la France dans la nécessité d'avoir une armée permanente au pied des Pyrénées dont chaque gorge lui était ennemie, ou de prendre à son tour l'offensive, de s'établir en Catalogne comme dans une de ses provinces, d'avoir à Barcelone un vice-roi, Armand de Maillé-Brezé, beau-frère de Condé, un archevêque, des intendants, toute une administration. L'œuvre du xvii^e siècle, poursuivie par Richelieu (1), Turenne (2) et Maza-

(1) Dans le *Dialogue des morts*, que Fénelon fait tenir entre Richelieu et Mazarin, le ministre d'Anne d'Autriche met au nombre des plus grandes œuvres du ministre de Louis XIII le soulèvement du Portugal contre l'Espagne, soulèvement préparé avec un impénétrable secret.

(2) Turenne donna un soin tout particulier à ces affaires du Portugal; il provoqua et dirigea en 1663 l'expédition de Schomberg qui, en soutenant les Bragances, consuma la séparation des deux royaumes.